

**Entretien avec Députée du Cher, Commission du développement durable et de
l'aménagement du territoire,
Nadia Essayan**

1- Où en est la liberté d'expression à l'heure actuelle en France, est-elle toujours au même niveau comme avant les attaques terroristes, ou bien est-elle affectée d'une manière ou d'une autre, par les répercussions de cela ?

La liberté d'expression en France a toujours été un marqueur de la Liberté en tant que socle de la République, un des trois ciments de la Nation française avec l'Égalité et la Fraternité. Les attentats n'y changent rien et les Français y répondent même avec une certaine provocation, par exemple avec la réédition d'une couverture de Charlie Hebdo.

Cependant, cette liberté d'expression a peut-être vu ses limites interrogées non pas à cause des attentats mais à cause de l'exhibition des caricatures de Charlie Hebdo dans une classe d'adolescents, montrant ainsi le prophète Mohamed dans une situation dégradante au risque de choquer certains d'entre eux de religion musulmane. Des voix se sont fait entendre pour dire que la liberté d'expression devait se conjuguer avec la fraternité, et donc ne pas blesser l'autre dans sa foi intime. Ce qui ne justifie cependant en rien le crime odieux et terroriste de l'enseignant Samuel Paty.

2- Pensez-vous que la France a pu surmonter les menaces des attaques terroristes mobiles sur son territoire ?

Justement parce que ces attaques terroristes sont mobiles, elles sont difficiles à prévenir et à combattre, néanmoins la France déjoue régulièrement un grand nombre de tentatives meurtrières. Le problème, c'est que ces terroristes sont le plus souvent des Français avec un casier judiciaire vierge ou peu chargé. Donc pas inquiétants à priori. C'est pour cela que le gouvernement veut mettre le paquet sur l'éducation et la lutte contre le radicalisme. Un projet de loi arrive prochainement pour conforter et consolider les principes républicains.

3- En ce qui concerne la situation libanaise, peut-on dire que l'initiative française est au point mort ou plutôt morte ?

Je ne dirais pas que l'initiative française est morte. Je pense plutôt que nous en avons trop espéré, nous avons pensé qu'elle ferait l'effet d'un électrochoc, mais ce sera plutôt l'action de la graine de sénévé dont les fruits viendront sur le moyen et le long terme. Emmanuel Macron a porté la voix du peuple libanais à l'international comme étant une voix crédible, souffrante et exigeante. En cela, il a donné de la crédibilité aux attentes des Libanais vis-à-vis de leur gouvernement. Plus jamais ce peuple ne se laissera faire, il cherchera désormais à être dirigé par un gouvernement digne et poussera les responsables à changer, même si ça prend du temps.

En attendant, le président Macron vient de réunir la conférence des donateurs et a encore rappelé que les aides sont conditionnées à la formation d'un nouveau gouvernement conforme aux attentes du

peuple à être gouverné avec honnêteté, et d'un audit de la Banque du Liban jusque-là bloqué par la direction. Quel que soit le temps que cela prendra, les Libanais ont besoin de connaître la vérité sur les soupçons de corruption, c'est ainsi que la confiance reviendra.

4- À quel point sont-elles vraies les informations qui évoquent la nomination d'un envoyé spécial de l'Union Européenne pour le Liban et faire passer ainsi l'initiative du niveau français au niveau européen ?

Même si cette information ne m'a pas été confirmée jusque-là, elle ne m'étonne pas vraiment. La France a toujours souhaité qu'il y ait une réelle politique étrangère européenne. Elle a toujours eu conscience que l'Europe pouvait devenir une force, une véritable puissance internationale, mais nous n'y sommes pas encore tout-à-fait. Certains signes montrent pourtant que cela commence : ainsi, les provocations de la Turquie pourraient donner lieu à une position européenne commune lors du sommet européen des 10 et 11 décembre, et possiblement des sanctions économiques. Peut-être arrivera-t-on de même à une position commune pour le Liban ?

5- Monsieur Macron a essayé à plusieurs reprises de pousser vers la réforme et la formation d'un nouveau gouvernement au Liban, cependant, les dirigeants n'ont pas tenu leurs promesses et n'ont rien fait pour faire réussir cette initiative. Qu'est-ce qui pourra encore sauver le Liban et le relever de cette fosse ?

Je crois fermement que la solution réside dans un changement de la Constitution : il faut avancer sur la laïcité, aller vers le bicamérisme (un Sénat et une Assemblée nationale), et être volontaire sur la lutte anti-corruption qui gangrène tout le pays. C'est une étape qui peut prendre du temps, mais le temps manque, malheureusement. Les Libanais peuvent se remettre debout très vite s'ils sont dans un cadre moins anxieux. C'est un peuple qui aime la vie, qui aime son pays et qui déborde de ressources. C'est un peuple qui a de la culture et des valeurs sur lesquelles il doit pouvoir s'appuyer pour construire son unité. Cependant, le peuple ne peut pas attendre trop longtemps. Il suffoque, pris à la gorge d'une économie au ralenti, d'une monnaie qui ne vaut plus rien et d'un manque de vision d'avenir. C'est pour cela que toutes les initiatives extérieures sont intéressantes pour tenter de débloquent la situation.

**Par Maya Eid
Journaliste à LBCI**